

Erkende laboratoria	Stoffen	Analysemethoden	Laboratoires agréés	Substances	Méthodes d'analyse
	Stoffen met bèta-adrenergische werking	IA, GC-MS		Substances à effet bêta-adrenergique	IA, GC-MS
	Corticosteroïden	IA, TLC		Corticostéroïdes	IA, TLC
R1	Stilbenen, stilbeenderivaten, zouten en esters ervan.	TLC, GC-MS	R1	Stilbènes, dérivés de stilbènes, leurs sels et esters	TLC, GC-MS
	Stoffen met oestrogene, androgene of gestagene werking	TLC, GC-MS		Substances à effet oestrogène, androgène ou gestagène	TLC, GC-MS
	Stoffen met bèta-adrenergische werking	IA, HPLC-PCD		Substances à effet bêta-adrenergique	IA, HPLC-PCD
	Corticosteroïden	IA"		Corticostéroïdes	IA"

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 25 décembre 1993.

Bruxelles, le 6 décembre 1994.

Le Ministre de l'Agriculture,
A. BOURGEOIS

Le Ministre de la Santé publique,
J. SANTKIN

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 25 december 1993.

Brussel, 6 december 1994.

De Minister van Landbouw,
A. BOURGEOIS

De Minister van Volksgezondheid,
J. SANTKIN

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 — 84

[C — 27001]

16 JUIN 1994. — Arrêté ministériel pris en exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif au partenariat économique international

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,

Vu le décret du 22 février 1990 portant création d'une Agence wallonne à l'Exportation, notamment l'article 2, § 4;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 1er avril 1993 relatif au partenariat économique international;
Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 janvier 1994 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté ministériel du 15 juillet 1993 relatif au programme spécial de soutien au commerce extérieur;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances, en date du 24 janvier 1994;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu l'urgence;

Considérant que la dégradation de la compétitivité des entreprises wallonnes entraîne des pertes de parts de marché à la grande exportation qui s'aggravent très rapidement et qu'il s'impose pour limiter le préjudice subi par l'économie wallonne, et indirectement par l'emploi en Région wallonne, de prendre sans aucun délai des mesures contribuant à restaurer la compétitivité des entreprises wallonnes,

Arrête :

Définitions

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- arrêté : l'arrêté du Gouvernement wallon du 1er avril 1993 relatif au partenariat économique international.
- Agence : l'Agence wallonne à l'Exportation.*
- Ministre : le membre du Gouvernement wallon ayant les relations extérieures dans ses attributions.
- PEI : partenariat économique international.
- entreprise wallonne : toute entreprise ayant son siège social ou un siège d'exploitation en Wallonie.
- entreprise locale : toute entreprise ayant son siège social à l'étranger, dans un pays hors de l'Union européenne, liée à une/des entreprise(s) wallonne(s) par un projet de partenariat économique international.
- demandeur wallon : toute entreprise wallonne ayant introduit une demande d'intervention au titre de l'arrêté.
- demandeur local : toute entreprise locale ayant introduit une demande d'intervention au titre de l'arrêté.
- bénéficiaire wallon : toute entreprise wallonne à laquelle une intervention est accordée en vertu de l'arrêté.
- bénéficiaire local : toute entreprise locale, à laquelle une intervention est accordée en vertu de l'arrêté.
- PME wallonne : toute entreprise wallonne ne dépassant aucune des limites suivantes :
 - 1° nombre de travailleurs occupés, en moyenne annuelle : 250;
 - 2° chiffre d'affaires annuel, hors taxe sur la valeur ajoutée : 20 millions d'Ecus;
 - 3° proportion du capital détenue par une ou plusieurs entreprises dépassant les limites prévues aux points 1 et 2 ci-dessus : 25 % au maximum.
- partenaire : entreprises wallonnes ou locales engagées dans un projet ou un accord de partenariat économique international dans un pays situé en dehors de l'Union européenne.

Procédure d'instruction

Art. 2. § 1er. La procédure d'instruction des demandes a pour objectifs :

- 1° de vérifier la conformité de la demande aux exigences réglementaires et conventionnelles;
- 2° d'apprécier la faisabilité technique, commerciale et financière du projet;
- 3° d'apprécier la qualité des partenaires;
- 4° d'apprécier les résultats escomptés du projet notamment en terme de retombées pour la Région wallonne.

§ 2. Pour les interventions liées à la préparation et au démarrage des projets de partenariat économique international visées aux articles 1er, 1° et 3 de l'arrêté, les demandes après instruction, sont transmises au Ministre accompagnées d'une proposition de décision et d'un projet d'arrêté de subvention ou d'une convention d'avance récupérable.

§ 3. Pour les interventions liées aux ouvertures de crédit visées aux articles 1er, 2° et 4 de l'arrêté, les demandes, une fois instruites, sont examinées par un Comité d'évaluation qui élabore une proposition de décision à soumettre au Ministre.

Comité d'évaluation

Art. 3. § 1er. Le Comité d'évaluation visé à l'article 2, § 3 du présent arrêté est composé :

- de l'inspecteur général de l'Agence, membre effectif ou de son délégué;
- d'un membre du Cabinet du Ministre, membre effectif ou d'un membre suppléant;
- d'un agent du service géographique concerné, membre effectif ou d'un membre suppléant;
- de deux membres de la Direction générale des Relations extérieures qui assument le secrétariat des réunions.

§ 2. Le Comité peut solliciter tout avis extérieur à l'Administration, dans le strict respect de la confidentialité des dossiers présentés et entendre toute personne qu'il juge utile.

§ 3. Toute association ou personne consultée dans le cadre du § 2 s'engage à respecter les règles déontologiques et le secret professionnel liés à la confidentialité des données qu'elle serait amenée à examiner.

§ 4. Le Comité se réunit, sur convocation écrite de l'Agence, avec un préavis de huit jours calendrier. Les dossiers à examiner sont joints à la convocation.

Formes de l'intervention

Art. 4. § 1er. Pour les PME wallonnes, l'intervention visée aux articles 1er, 1° et 3 de l'arrêté prend la forme d'une subvention.

§ 2. Pour les entreprises wallonnes ne répondant pas aux critères de la PME, tels que définis à l'article 1er du présent arrêté, l'intervention visée aux articles 1er, 1° et 3 de l'arrêté prend la forme d'une avance récupérable sans intérêt.

L'avance est remboursable dans le cas où le chiffre d'affaires annuel réalisé dans le pays visé par le PEI dépasse 5 % du chiffre d'affaires global à l'exportation pour la même année.

Les modalités de remboursement sont précisées dans la convention de prêt.

§ 3. Pour les demandeurs locaux, l'intervention visée aux articles 4 et 5 de l'arrêté prend la forme d'un prêt qui sera utilisé pour l'acquisition de biens et services produits en Région wallonne ou pour l'apport en numéraire au capital d'une société locale lorsqu'au moins une entreprise wallonne y est actionnaire.

Dans le cas de l'acquisition de biens et services de la Région wallonne, l'intervention peut prendre la forme d'un paiement direct au fournisseur wallon, dans les conditions qui seront décrites dans la notification.

Documents à fournir

Art. 5. § 1er. Les demandes d'intervention sont introduites, par écrit, auprès de l'Agence, avenue des Arts 13-14, 1040 Bruxelles, au moins un mois avant la réalisation de l'activité.

§ 2. Les demandes sont accompagnées des informations et documents suivants :

- une fiche d'identité de l'entreprise wallonne à laquelle sont joints les statuts, les trois derniers bilans et comptes de résultats de l'entreprise ainsi que des attestations de l'ONSS, de la TVA et de l'Administration des contributions certifiant que l'entreprise est en règle de paiement vis à vis de ces administrations;

- une description du projet de partenariat;
- une fiche d'identité du partenaire local.

§ 3. Pour les interventions liées à la préparation du projet de PEI, sont requis en outre :

- un document écrit identifiant l'entreprise locale et justifiant les déplacements des représentants de l'entreprise wallonne;
- une estimation du coût des déplacements envisagés;
- un document émanant du demandeur wallon décrivant et justifiant l'activité pour laquelle l'intervention est demandée, accompagné d'une estimation budgétaire.

§ 4. Pour les interventions liées au démarrage du projet de PEI, sont requis en outre :

- une copie de la convention de collaboration conclue entre les partenaires;
- le cas échéant, une copie de l'attestation de libération des fonds au capital social de la société conjointe;
- un document décrivant l'activité pour laquelle l'intervention est demandée, accompagné d'une estimation budgétaire et d'une justification de l'intérêt de cette activité.

§ 5. Pour les interventions visées à l'article 5 de l'arrêté (prêts accordés aux entreprises locales), sont requis en outre :

- un document reprenant la nature et le montant des apports des partenaires ainsi que le cas échéant, l'acte de constitution d'une joint-venture;
- une fiche détaillée décrivant le projet et comprenant le coût des investissements prévus, le schéma de financement et les informations permettant d'apprécier les résultats escomptés;
- un document sur les conditions du prêt (montant, durée, conditions de rémunération, garanties, intérêt);
- des avis motivés de la banque locale et/ou des relais locaux identifiés par la Région wallonne;
- le cas échéant, une copie de l'attestation de libération des fonds du capital social de la joint-venture ou « co-entreprise ».

Activités et frais admissibles

Art. 6. § 1er. Pour les interventions visées aux articles 1er, 1^o et 3 de l'arrêté :

1^o Les activités admissibles sont :

- la préparation et la mise au point du projet;
- la réalisation d'études de diagnostic, de faisabilité, de marché;
- la réalisation de prototypes, d'installations-pilote;
- l'assistance au démarrage, à la gestion, à la maintenance, au marketing et à l'exportation;
- la formation du personnel.

2^o Les frais admissibles sont :

- les frais de voyage : prix du billet d'avion A/R en classe économique;
- les frais de séjour, sous forme d'une indemnité forfaitaire comme précisée par la liste modifiée annexée à l'arrêté ministériel d'exécution du 15 juillet 1993 relatif au programme spécial de soutien au commerce extérieur. Le calcul des indemnités de séjour dans les pays non repris dans la liste précitée sera du ressort du Comité d'évaluation;
- les prestations à l'étranger du personnel de l'entreprise wallonne, plafonnés à 10 000 FB/jour;
- les honoraires d'experts engagés par l'entreprise wallonne, plafonnés à 20 000 FB/jour;
- les frais de séjour du personnel du partenaire local en visite en Région wallonne, plafonnés à 5 000 FB/jour;
- les frais de fonctionnement afférant au dossier (interprétariat, traduction, réalisation et reproduction de documents ...) sous forme d'un forfait de 20 000 FB par dossier;
- l'indemnité relative à l'activité visée au point 1^o, 2^e tiret, non prévue par l'arrêté ministériel du 15 juillet 1993 précité, est fixée par le Comité d'évaluation.

§ 2. Pour les interventions visées à l'article 1er, 2^o de l'arrêté, les conditions et les modalités d'utilisation sont fixées par les articles 4 et 5 de l'arrêté.

Paiements

Art. 7. § 1er. Pour les interventions visées aux articles 1er, 1^o et 3 de l'arrêté, les paiements sont exécutés de la manière suivante, après notification de la décision favorable du Ministre au demandeur wallon :

- 25 % de la somme allouée, dès réception d'une déclaration de créance du bénéficiaire wallon;
- le solde, sur base des justificatifs à fournir par le bénéficiaire wallon.

§ 2. Les justificatifs des frais admissibles visés à l'article 6, § 1, 2^o du présent arrêté consistent en factures acquittées ou copies certifiées conformes accompagnées de la mention « Toute précaution prise pour éviter un double paiement ».

§ 3. Pour les interventions visées aux articles 1er 2^o et 4, les paiements sont exécutés, après notification de la décision favorable du Ministre au demandeur local, sur base des justificatifs fournis par le bénéficiaire local, à savoir :

- copie des bulletins de souscription et de libération pour le financement des prises de participation des partenaires.

§ 4. L'Agence se réserve le droit de demander tout autre pièce jugée utile.

Art. 8. Toute décision prise par le Ministre en vertu d'une demande introduite au titre de l'arrêté est motivée et notifiée au demandeur par l'Agence.

Art. 9. Les interventions portant sur des voyages octroyées au titre de l'arrêté, ne peuvent être cumulées dans le chef des entreprises wallonnes, avec les incitatifs accordés par l'Agence pour le même objet.

Art. 10. Le Ministre arrête la liste des institutions internationales et des institutions ou sociétés étrangères visées à l'article 1er, 2^o, de l'arrêté.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

Namur, le 16 juin 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Annexe à l'arrêté ministériel du 16 juin 1994
pris en exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif au partenariat économique international

Indemnités forfaitaires de séjour (*)

1. Pays pour lesquels 4 500 FB sont pris en considération

Bolivie	Tunisie	Bosnie-Herzégovine
Colombie		Croatie
		Macédoine
		Serbie-Monténégro
		Slovénie

2. Pays pour lesquels 5 000 FB sont pris en considération

Cap Vert (Iles)	Guinée (Bissau)	Guinée (Conakry)
-----------------	-----------------	------------------

3. Pays pour lesquels 6 000 FB sont pris en considération

Afghanistan	Iles Vierges	Sainte-Hélène
Afrique du Sud	Jamaïque	Sierra Léone
Albanie	Lesotho	Somalie
Barbades	Libéria	Suriname
Chili	Madagascar	Swaziland
Costa Rica	Maurice (Ile)	Trinidad & Tobago
Côte d'Ivoire	Nicaragua	Uruguay
Ghana	Ouganda	Vénézuéla
Grenade	Panama	Vietnam
Guyane	Paraguay	Saint Kitts & Nevis
Haïti	Pologne	Sainte Léone
Hongrie	République Dominicaine	Sainte Lucie

4. Pays pour lesquels 7 000 FB sont pris en considération

Burundi	Lettonie	Rwanda
Estonie	Lituanie	Sénégal
Gambie	Mali	
Kenya	Mauritanie	

5. Pays pour lesquels 7 500 FB sont pris en considération

Antigua & Barbuda	Mozambique
Argentine	Nauru
Autriche	Nepal
Belize	Niger
Bhoutan	Nouvelle-Calédonie
Botswana	Nouvelle-Zélande
Bourkina-Fasso	Papouasie-Nouvelle Guinée
Bésil	Pérou
Bulgarie	Philippines
Chine	Polynésie (Tahiti)
Congo	République Centrafricaine
Cuba	Réunion
Dominique	Roumanie
El Salvador	Samoa occidentales
Equateur	Singapour
Fidji	Sri Lanka
Guadeloupe	Syrie
Guatemala	Tanzanie
Honduras	Tchad
Iran	République tchèque
Malaisie	République slovaque
Maldives	Togo
Maroc	Tonga
Martinique	Turquie
	Zimbabwe

6. Pays pour lesquels 8 500 FB sont pris en considération

Kiribati	Salomon (Iles)
Marshall (Iles)	Tuvalu
Micronésie (Etats fédérés de)	Vanuatu
Saint-Vincent et les Grenadines	

7. Pays pour lesquels 9 000 FB sont pris en considération

Arabie Saoudite	Libye
Bahamas	Malte
Bahrein	Mongolie
Bénin	Norvège
Brunei	Oman
Canada	Pakistan

C.E.I. (ex URSS) (1)
 Emirats Arabes Unis
 Etats-Unis
 Guam (Ile)
 Hong Kong
 Inde
 Irak
 Islande
 Kampuchea
 Koweit
 Liban

Porto Rico
 Qatar
 Yemen
 Suisse
 Thaïlande
 Zaïre

8. Pays pour lesquels 10 000 FB sont pris en considération

Algérie
 Bangladesh
 Birmanie
 Comores
 Corée du Sud
 Egypte
 Gibraltar
 Corée du Nord

Israël
 Nigéria
 Seychelles
 Soudan
 Laos

9. Pays pour lesquels 12 000 FB sont pris en considération

Angola
 Australie
 Cameroun
 Chypre
 Djibouti
 Ethiopie
 Finlande
 Gabon
 Indonésie
 Japon

Jordanie
 Malawi
 Mexico
 Sao Tome & Principe
 Suède
 Taiwan
 Zambie
 Erythrée
 Namibie

(1) A savoir : Russie, Belarus, Moldavie, Géorgie, Arménie, Ukraine, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Tadjikistan, Turkménistan, Onzbékistan, Kirghizistan

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 16 juin 1994 pris en exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif au partenariat économique international.

Namur, le 16 juin 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
 chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 95 — 84

[C —27001]

16. JUNI 1994. — Ministerialerlaß zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung über die internationale wirtschaftliche Partnerschaft

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 22. Februar 1990 zur Gründung einer « Agence wallonne à l'Exportation » (Wallonischen Exportagentur), insbesondere des Artikels 2 § 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 1. April 1993 über die internationale wirtschaftliche Partnerschaft;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Januar 1994 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 15. Juli 1993 betreffend das Sonderprogramm zur Unterstützung des Außenhandels;

Aufgrund des günstigen Gutachtens der Finanzinspektion vom 24. Januar 1994;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die Verschlechterung der Konkurrenzfähigkeit der wallonischen Unternehmen sehr schnell zunehmende Verluste von Marktanteilen in Sachen Großausfuhr als Folge hat, und daß, um den der wallonischen Wirtschaft und indirekt der Beschäftigung in der Wallonischen Region verursachten Schäden zu begrenzen, Maßnahmen zur Wiederherstellung der Konkurrenzfähigkeit der wallonischen Unternehmen unverzüglich getroffen werden sollen,

Beschließt der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung:

Definitionen

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

— Erlaß: der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 1. April 1994 über die internationale wirtschaftliche Partnerschaft;

- Agentur: die « Agence wallonne à l'Exportation »;
- Minister: der Minister der Wallonischen Regierung, zu dessen Zuständigkeitsbereich die auswärtigen Beziehungen gehören;
- I.W.P.: die internationale wirtschaftliche Partnerschaft;
- Wallonisches Unternehmen: jedes Unternehmen, dessen Gesellschaftssitz bzw. Betriebssitz in der Wallonischen Region gelegen ist;
- Örtliches Unternehmen: jedes Unternehmen, dessen Gesellschaftssitz im Ausland, in einem Land außerhalb der Europäischen Union, gelegen ist und das mit einem bzw. mehreren wallonischen Unternehmen durch ein Projekt der internationalen wirtschaftlichen Partnerschaft verbunden ist;
- Wallonischer Antragsteller: jedes wallonische Unternehmen, das im Rahmen des Erlasses einen Antrag auf Beihilfe eingereicht hat;
- Örtlicher Antragsteller: jedes örtliche Unternehmen, das im Rahmen des Erlasses einen Antrag auf Beihilfe eingereicht hat;
- Wallonischer Empfänger: jedes wallonische Unternehmen, das aufgrund des Erlasses eine Beihilfe bekommt;
- Örtlicher Empfänger: jedes örtliche Unternehmen, das aufgrund des Erlasses eine Beihilfe bekommt;
- Wallonischer KMB: jedes Wallonische Unternehmen, das keine der folgenden Grenzen überschreitet:
 - 1° Anzahl der beschäftigten Arbeiter im Jahresdurchschnitt: 250;
 - 2° Jahresumsatz ohne MwSt.: 20 Millionen ECU;
 - 3° Kapitalanteil, den ein bzw. mehrere Unternehmen besitzen, welche die in vorerwähnten Punkten 1 und 2 vorgesehenen Grenzen überschreiten: höchstens 25 %;
- Partner: wallonische oder örtliche Unternehmen, die in einem Projekt oder Abkommen der internationalen wirtschaftlichen Partnerschaft in einem außerhalb der Europäischen Union gelegenen Land verbunden sind.

Überprüfungsverfahren

Art. 2. § 1. Das Überprüfungsverfahren hat als Zweck:

- 1° die Übereinstimmung des Antrags mit den vorschrittmäßigen und vertraglich vereinbarten Forderungen zu prüfen;
- 2° die technische, kaufmännische und finanzielle Durchführbarkeit des Projektes zu schätzen;
- 3° die Qualität der Partner zu schätzen;
- 4° die erwarteten Ergebnisse des Projektes insbesondere bezüglich der Auswirkungen für die Wallonische Region zu schätzen.

§ 2. Für die in Artikeln 1 1° und 3 des Erlasses erwähnten Beihilfen, die mit der Vorbereitung und dem Anlauf der Projekte der internationalen wirtschaftlichen Partnerschaft verbunden sind, werden die überprüften Anträge zusammen mit einem Beschlußvorschlag und dem Projekt eines Bezuschußungserlasses oder einer Vereinbarung über einen betreibbaren Vorschuß dem Minister übermittelt.

§ 3. Für die in Artikeln 1 2° und 4 des Erlasses erwähnten Beihilfen, die mit den Krediteröffnungen verbunden sind, werden die behandelten Anträge von einem Bewertungsausschuß überprüft, der einen dem Minister vorzulegenden Beschlußvorschlag aufstellt.

Bewertungsausschuß

Art. 3. § 1. Der in Artikel 2 § 3 des vorliegenden Erlasses erwähnte Bewertungsausschuß besteht aus:

- dem Generalinspektor der Agentur als effektives Mitglied oder dessen Stellvertreter;
- einem Mitglied vom Kabinet des Ministers als effektives Mitglied oder einem stellvertretenden Mitglied;
- einem Bediensteten der betroffenen geographischen Dienststelle als effektives Mitglied oder einem stellvertretenden Mitglied;
- zwei Mitgliedern der Generaldirektion der Auswärtigen Beziehungen, die das Sekretariat der Versammlungen wahrnehmen.

§ 2. Der Ausschuß kann unter strenger Einhaltung der Vertraulichkeit der eingereichten Unterlagen ein Gutachten außerhalb der Verwaltung einholen und irgendwelche Person anhören, wenn er dies für nützlich hält.

§ 3. Jede im Rahmen von § 2 um Rat bezogene Vereinigung bzw. Person verpflichtet sich, die deontologischen Regeln und das Berufsgeheimnis zu beachten, die mit der Vertraulichkeit der Angaben, die sie einsehen könnten, verbunden sind.

§ 4. Der Ausschuß versammelt sich auf schriftliche Einberufung der Agentur mit einer Voranmeldung von acht Kalendertagen. Die zu untersuchenden Unterlagen werden der Einberufung beigelegt.

Formen der Beihilfe

Art. 4. § 1. Für die wallonischen KMB hat die in Artikeln 1 1° und 3 erwähnte Beihilfe die Form eines Zuschusses.

§ 2. Für die wallonischen Betriebe, die den Kriterien vom KMB, wie sie in Artikel 1 des vorliegenden Erlasses festgelegt sind, nicht genügen, hat die in Artikeln 1 1° und 3 des Erlasses die Form eines zinslos betreibbaren Zuschusses.

Der Zuschuß ist rückzahlbar, wenn der in einem von der I.W.P. betroffenen Land erzielte Gesamtjahresumsatz 5 % des Exportumsatzes für dasselbe Jahr überschreitet.

Die Rückzahlungsmodalitäten werden im Darlehensvertrag angegeben.

§ 3. Für die örtlichen Antragsteller hat die in Artikeln 4 und 5 des Erlasses erwähnte Beihilfe die Form eines Darlehens, das zur Erwerbung von in der Wallonischen Region hergestellten Gütern und geleisteten Dienstleistungen, oder zur Bareinlage ins Kapital einer örtlichen Gesellschaft benutzt wird, wenn mindestens ein in der Wallonischen Region gelegenes Unternehmen Aktionär ist.

Im Falle der Erwerbung von Gütern und Dienstleistungen der Wallonischen Region kann die Beihilfe die Form einer direkten Einzahlung an den wallonischen Lieferanten unter den in der Bekanntgabe beschriebenen Bedingungen haben.

Vorzuliegende Unterlagen

Art. 5. § 1. Die Anträge auf Beihilfe werden mindestens einen Monat vor der Ausübung der Tätigkeit bei der Agentur 13-14 avenue des Arts 1040 Brüssel schriftlich eingereicht.

§ 2. Die Anträge werden zusammen mit den folgenden Auskünften und Unterlagen zugeschickt:

— zusammenfassende Darstellung des Wallonischen Unternehmens, der die Satzungen, die letzten drei Bilanzen und Abschlußkonten sowie die Bescheinigungen des Landesamtes für soziale Sicherheit, der Mehrwertsteuer und der Steuerverwaltung zur Bestätigung, daß das Unternehmen bei diesen Verwaltungen keinen Zahlungsrückstand hat, zugefügt werden;

- beschreibung des Partnerschaftsprojektes;
- zusammenfassende Darstellung des örtlichen Partners.

§ 3. Für die mit der Vorbereitung des I.W.P.-Projektes verbundenen Beihilfen wird außerdem folgendes erfordert:

- ein Schriftstück zur Identifizierung des örtlichen Unternehmens und zur Rechtfertigung der Reisen von den Vertretern des Wallonischen Unternehmens;
- der Kostenanschlag der vorgesehenen Reisen;
- ein mit der Budget-Einschätzung versehenes Schriftstück vom wallonischen Antragsteller zur Beschreibung und Rechtfertigung der Tätigkeit, für die die Beihilfe beantragt wurde.

§ 4. Für die mit dem Anlauf des I.W.P.-Projektes verbundenen Beihilfen wird außerdem folgendes erfordert:

- eine Abschrift des zwischen den Partnern abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens;
- gegebenenfalls eine Abschrift der Bescheinigung der Geldeinlage in das Geschäftskapital der verbundenen Gesellschaft;
- ein mit einer Budget-Einschätzung und einer Begründung des Interesses dieser Tätigkeit versehenes Dokument zur Beschreibung der Tätigkeit, für die die Beihilfe beantragt wurde.

§ 5. Für die in Artikel 5 des Erlasses erwähnten Beihilfen (örtlichen Unternehmen gewährte Kredite) wird außerdem folgendes erfordert:

- ein Dokument zur Angabe der Einbringungsart und der Höhe der Geldeinlagen der Partner, sowie gegebenenfalls der Gründungsvertrag einer Joint Venture Gesellschaft;
- eine ausführliche Projektbeschreibung mit Angabe der vorgesehenen Investierungskosten, des Finanzierungsschemas und der Auskünfte zur Schätzung der erzielten Ergebnisse;
- ein Dokument über die Kreditbedingungen (Betrag, Dauer, Kreditverzinsungsbedingungen, Bürgschaften, Zinsen);
- begründete Gutachten der örtlichen Bank und/oder der durch die Wallonische Region anerkannten örtlichen Vermittler;
- gegebenenfalls eine Abschrift der Bescheinigung der Einzahlung des Geschäftskapitals der Joint Venture Gesellschaft oder des Mitunternehmens.

Zulässige Tätigkeiten und Kosten

Art. 6. § 1. Für die in Artikeln 1^o und 3 des Erlasses erwähnten Beihilfen sind:

1^o folgende Tätigkeiten zulässig:

- die Vorbereitung und Ausarbeitung des Projektes;
- die Ausführung der Beurteilungs-, Durchführbarkeits- und Marktstudien;
- die Ausführung von Prototypen, von Musteranlagen;
- die Unterstützung bei dem Anlauf, der Geschäftsverwaltung, der Wartung, der Absatzforschung und der Ausfuhr;

— die Ausbildung des Personals;

2^o folgende Kosten zulässig:

- die Reisekosten: Preis des Flugscheines (Hin- und Zurück) in der Economyklasse;
- die Aufenthaltskosten in Form einer Pauschalvergütung, wie sie in der dem ministeriellen Durchführungserlaß vom 15. Juli 1993 betreffend das Sonderprogramm zur Unterstützung des Außenhandels beigefügten abgeänderten Liste angegeben ist. Die Berechnung der Vergütungen für den Aufenthalt in Ländern, die in der vorerwähnten Liste nicht angegeben sind, gehört zur Zuständigkeit des Bewertungsausschusses;
- die Leistungen im Ausland des Personals des Wallonischen Unternehmens mit einem Höchstbetrag von 10 000 BEF pro Tag;
- die Honorare der von dem Wallonischen Unternehmen eingestellten Sachverständigen mit einem Höchstbetrag von 20 000 BEF pro Tag;
- die Aufenthaltskosten des Personals der örtlichen Partner auf Besuch in der Wallonischen Region mit einem Höchstbetrag von 5 000 BEF pro Tag;
- die der Akte zustehenden Betriebskosten (Dolmetscher, Übersetzung, Aufstellung und Vervielfältigung von Unterlagen...) in Form eines Pauschalbetrags von 20 000 BEF pro Akte;
- die Vergütung für die in Punkt 1^o 2. Strich erwähnte Tätigkeit, die nicht im vorerwähnten Ministerialerlaß vom 15. Juli 1993 vorgesehen ist, wird vom Bewertungsausschuß festgelegt.

§ 2. Für die in Artikel 1^o 2^o des Erlasses erwähnten Beihilfen werden die Benutzungsbedingungen und -modalitäten in den Artikeln 4 und 5 des Erlasses festgelegt.

Zahlungen

Art. 7. § 1. Für die in Artikeln 1^o und 3 des Erlasses erwähnten Beihilfen werden die Zahlungen nach Bekanntgabe des günstigen Beschlusses des Ministers an den wallonischen Empfänger wie folgt vorgenommen:

- 25 % des gewährten Betrags sofort ab dem Eingang einer Schuldforderungserklärung des wallonischen Empfängers;
- der Restbetrag auf der Grundlage von Beweisstücken, die vom wallonischen Empfänger zu liefern sind.

§ 2. Die Beweisstücke für die in Artikel 6 § 1^o 2^o des vorliegenden Erlasses erwähnten zulässigen Kosten bestehen aus beglaubigten Rechnungen oder beglaubigten Abschriften, die mit dem Vermerk « Jede Vorsichtsmaßnahme getroffen, um eine Doppelzahlung zu vermeiden » versehen sind.

§ 3. Für die in Artikeln 1^o 2^o und 4 erwähnten Beihilfen werden die Zahlungen nach Bekanntgabe des günstigen Beschlusses des Ministers an den örtlichen Empfänger auf der Grundlage von Beweisstücken vorgenommen, die vom örtlichen Empfänger geliefert werden und zwar:

- einer Abschrift der Zeichnungs- und Einzahlungsscheine für die Finanzierung der Anteile der Partner.

§ 4. Die Agentur hat das Recht, jedes für notwendig gehaltene Stück zu beantragen.

Art. 8. Jeder Beschluß, der vom Minister aufgrund eines gemäß des Erlasses eingereichten Antrags genommen wurde, wird dem Antragsteller durch die Agentur begründet und bekanntgegeben.

Art. 9. Die gemäß des Erlasses gewährten Beihilfen für Reisekosten können seitens der wallonischen Unternehmen nicht mit den von der Agentur für denselben Zweck gewährten anregenden Mitteln zusammen bezogen werden.

Art. 10. Der Minister legt die Liste der in Artikel 1 2^o des Erlasses erwähnten internationalen Einrichtungen sowie ausländischen Einrichtungen oder Gesellschaften fest.

Art. 11. Der vorliegende Erlaß tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft.

Namur, den 16. Juni 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Anlage zum Ministerialerlaß vom 16. Juni 1994 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung über die internationale wirtschaftliche Partnerschaft

Pauschalauftenthaltsvergütungen (*)

1. Länder, für die 4 500 BEF berücksichtigt werden

Bolivien	Tunesien	Bosnien-Herzegowina
Kolumbien		Kroatien
		Makedonien
		Serbien-Montenegro
		Slowenien

2. Länder, für die 5 000 BEF berücksichtigt werden

Kapverdischen Inseln	Guinea-Bissau	Guinea (Conakry)
----------------------	---------------	------------------

3. Länder, für die 6 000 BEF berücksichtigt werden

Afghanistan	Jungferinseln	Sankt Helena
Südafrika	Jamaika	Sankt Kitts & Nevis
Albanien	Lesotho	Sankt Leone
Barbados	Liberia	Sankt Lucia
Chile	Madagaskar	Sierra Leone
Costa Rica	Mauritius	Somalia
Elfenbeinküste	Nicaragua	Surinam
Ghana	Uganda	Swasiland
Grenada	Panama	Trinidad und Tobago
Guayana	Paraguay	Uruguay
Haiti	Polen	Venezuela
Ungarn	Dominikanische Republik	Vietnam

4. Länder, für die 7 000 BEF berücksichtigt werden

Burundi	Lettland
Estland	Litauen
Gambia	Mali
Kenia	Mauritanien
	Ruanda
	Senegal

5. Länder, für die 7 500 BEF berücksichtigt werden

Antigua und Barbuda	Honduras
Argentinien	Iran
Österreich	Malesien
Belize	Malediven
Bhutan	Marokko
Botswana	Martinique
Burkina-Faso	Mozambique
Brasilien	Nauru
Bulgarien	Nepal
China	Niger
Kongo	Neukaledonien
Kuba	Neuseeland
Dominica	Papua-Neuguinea
El Salvador	Peru
Ecuador	Philippinen
Fidschiinseln	Polynesien (Tahiti)
Guadeloupe	Zentralafrikanische Republik
Guatemala	Reunion

(*) Betrag pro Übernachtung und pro Person, der folgendes beinhaltet: die Hotelkosten, die persönlichen Mahlzeiten, die Trinkgeldaussgaben, die Wäschereikosten, usw... die örtlichen und internationalen Ferngespräche, Fahrtkosten innerhalb des Aufenthaltsortes sowie die Empfangskosten.

Rumänien
Samoa
Singapur
Sri Lanka
Syrien
Tansania

Tschat
Tschechische Republik
Slovakische Republik
Togo
Tonga
Türkei
Zimbabwe

6. Länder, für die 8 500 BEF berücksichtigt werden

Kiribati
Marschallinseln
Bundesstaaten der Mikronesien
Saint-Vincent & les Grenadines

Salomoninseln
Tuvalu
Vanuatu

7. Länder, für die 9 000 BEF berücksichtigt werden

Saudi-Arabien
Bahamas
Bahrain
Benin
Brunei
Kanada
GUS (ehem. UdSSR) (1)
Vereinigte Arabische Emirate
Vereinigte Staaten
Guaminselfn
Hongkong
Indien
Irak
Island
Kampuchea

Kuwait
Libanon
Libyen
Malta
Mongolei
Norwegen
Oman
Pakistan
Puerto Rico
Katar
Schweiz
Thailand
Yemen
Zaire

8. Länder, für die 10 000 BEF berücksichtigt werden

Algerien
Bangladesch
Birma
Komoren
Nordkorea
Südkorea

Ägypten
Gibraltar
Israel
Laos
Nigeria
Seychellen
Sudan

9. Länder, für die 12 000 BEF berücksichtigt werden

Angola
Australien
Kamerun
Zypern
Djibouti
Eritrea
Äthiopien
Finnland
Gabun
Indonesien

Japan
Jordanien
Malawi
Mexiko
Namibia
Sao Tome und Principe
Schweden
Taiwan
Sambia

(1) nämlich Rußland, Weißrußland, Moldawien, Georgien, Armenien, Ukraine, Azerbaidschan, Kasachstan, Tadjikistan, Turkmenistan, Usbekistan, Kirgisistan

Gesehen, um den Ministerialerlaß vom 18. Juni 1994 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung über die internationale wirtschaftliche Partnerschaft beigelegt zu werden.

Namur, 16. Juni 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 95 — 84

[C —27001]

16 JUNI 1994. — Ministerieel besluit genomen ter uitvoering van het besluit van de Waalse Regering betreffende het internationale economische partnerschap

De Minister-President van de Waalse Regering,

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 22 februari 1990 houdende oprichting van een « Agence wallonne à l'Exportation » (Waals Exportagentschap), inzonderheid op artikel 2, § 4;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 1 april 1993 betreffende het internationale economische partnerschap;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 januari 1994 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 juli 1993 betreffende het bijzondere steunprogramma voor de buitenlandse handel;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 januari 1994;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het afgezwakte concurrentievermogen van de Waalse ondernemingen aanleiding geeft tot steeds zwaarder wordende verliezen van marktaandelen inzake grote uitvoer en dat het herstel ervan dringend maatregelen vordert om de door de Waalse economie en onrechtstreeks de tewerkstelling in het Waalse Gewest geleden schade te beperken,

Besluit :

Bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- besluit : het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 1 april 1993 betreffende het internationale economische partnerschap;
- Agentschap : het « Agence wallonne à l'Exportation »;
- Minister : het lid van de Waalse Regering tot wiens bevoegdheden Externe Betrekkingen behoren;
- I.E.P. : Internationaal Economisch Partnerschap;
- Waalse onderneming : iedere onderneming met maatschappelijke zetel of bedrijfszetel in Wallonië;
- plaatselijke onderneming : iedere onderneming met maatschappelijke zetel in het buitenland, in een land buiten de Europese Unie en die door een project van internationaal economisch partnerschap verbonden is met één of meer Waalse ondernemingen;
- Waalse aanvrager : iedere Waalse onderneming die krachtens het besluit een tegemoetkomingsaanvraag heeft ingediend;
- plaatselijke aanvrager : iedere plaatselijke onderneming die krachtens het besluit een tegemoetkomingsaanvraag heeft ingediend;
- Waalse gerechtigde : iedere Waalse onderneming waaraan krachtens het besluit een tegemoetkoming wordt verleend;
- plaatselijke gerechtigde : iedere plaatselijke onderneming waaraan krachtens het besluit een tegemoetkoming wordt verleend;
- Waalse KMO : iedere Waalse onderneming die geen enkele van volgende grenzen overschrijdt :
 - 1° gemiddeld aantal tewerkgestelde werknemers per jaar : 250;
 - 2° jaarlijkse omzet, exclusief BTW : 20 miljoen Ecu's;
 - 3° aandeel van het kapitaal in handen van één of meerdere ondernemingen die de onder de punten 1 en 2 bedoelde grenzen overschrijden : maximum 25 %;
- partner : Waalse of plaatselijke ondernemingen die in een land buiten de Europese Unie betrokken zijn bij een project of een overeenkomst inzake Internationaal Economisch Partnerschap.

Behandelingsprocedure

Art. 2. § 1. De behandelingsprocedure van de aanvragen beoogt :

- 1° het nazien van de conformiteit van de aanvraag met de reglementaire en overeengekomen eisen;
- 2° de schatting van de technische, commerciële en financiële haalbaarheid van het project;
- 3° de beoordeling van de kwaliteit van de partners;
- 4° de schatting van de verwachte resultaten, meer bepaald inzake weerslag voor het Waalse Gewest.

§ 2. De aanvragen om de in de artikelen 1, 1°, en 3 van het besluit bedoelde tegemoetkomingen voor de voorbereiding en het starten van projecten van Internationaal Economisch Partnerschap worden na behandeling aan de Minister voorgelegd, samen met een beslissingsvoorstel en een ontwerp van besluit voor een subsidie of met een overeenkomst m.b.t. een terugvorderbaar voorschot.

§ 3. De aanvragen om de in de artikelen 1, 2°, en 4 van het besluit bedoelde tegemoetkomingen voor kredietopeningen, worden na behandeling onderzocht door een evaluatiecomité dat een aan de Minister voor te leggen beslissingsvoorstel uitwerkt.

Evaluatiecomité

Art. 3. § 1. Het in artikel 2, § 3, van dit besluit bedoelde evaluatiecomité is samengesteld uit :

- de inspecteur-generaal van het Agentschap als gewoon lid of zijn afgevaardigde;
- een lid van het cabinet van de Minister als gewoon lid of een plaatsvervangend lid;
- een personeelslid van de betrokken geografische dienst als gewoon lid of een plaatsvervangend lid;
- twee leden van de Algemene Directie Externe Betrekkingen die het secretariaat van de vergaderingen waarnemen.

§ 2. Het comité kan, met strikte inachtneming van het vertrouwelijke karakter van de voorgelegde dossiers, om ieder advies buiten het bestuur verzoeken en elke persoon horen als het zulks nuttig acht.

§ 3. Iedere in het kader van § 2 geraadpleegde vereniging of persoon verbindt zich ertoe de beroepsregels en het beroepsgeheim in acht te nemen, die verbonden zijn aan het vertrouwelijke karakter van de gegevens die ze eventueel moet onderzoeken.

§ 4. Het comité wordt schriftelijk bijeengeroepen door het Agentschap, met voorafgaande kennisgeving van acht kalenderdagen. De te onderzoeken dossiers worden bij de bijeenroeping gevoegd.

Tegemoetkomingsvormen

Art. 4. § 1. De Waalse KMO's genieten de in de artikelen 1, 1°, en 3, van het besluit bedoelde tegemoetkoming in de vorm van een subsidie.

§ 2. De Waalse ondernemingen die niet aan de criteria van KMO's beantwoorden, zoals bepaald in artikel 1 van dit besluit, genieten de in de artikelen 1, 1°, en 3, van het besluit bedoelde tegemoetkoming in de vorm van een renteloos terugvorderbaar voorschot. Het voorschot moet terugbetaald worden indien de jaarlijkse omzet, bereikt in het bij het I.E.P. betrokken land, meer dan 5 % van de globale uitvoeromzet bedraagt voor hetzelfde jaar.

De terugbetalingsmodaliteiten worden nader bepaald in de leningsovereenkomst.

§ 3. De plaatselijke aanvragers genieten de in de artikelen 4 en 5, van het besluit bedoelde tegemoetkoming in de vorm van een lening die zal worden besteed aan de aankoop van in het Waalse Gewest geproduceerde goederen en gepresteerde diensten of aan de inbreng in contanten in het kapitaal van een plaatselijke vennootschap, wanneer minstens één Waalse onderneming er aandeelhouder is.

Voor de aankoop van goederen en diensten van het Waalse Gewest kan de tegemoetkoming in de vorm van een rechtstreekse betaling aan de Waalse uitvoerder worden toegekend onder de in de kennisgeving vast te stellen voorwaarden.

Te verstrekken documenten

Art. 5. § 1. De tegemoetkomingsaanvragen worden minstens één maand vóór de verwezenlijking van de activiteit schriftelijk ingediend bij het Agentschap, Kunstlaan 13-14, 1040 Brussel.

§ 2. Bij de aanvragen worden volgende inlichtingen en documenten gevoegd :

- een « identiteitskaart » van de Waalse onderneming met de statuten, de laatste drie balansen en resultatenrekeningen van de onderneming alsmede attesten van de RSZ, BTW en van de Administratie van de belastingen waarbij bewezen is dat de onderneming inzake betalingen in orde is tegenover voornoemde besturen;
- een omschrijving van het partnersaatsproject;
- een « identiteitskaart » van de plaatselijke partner.

§ 3. Voor tegemoetkomingen m.b.t. de voorbereiding van het I.E.P.-project worden tevens volgende documenten vereist :

- een geschrift met identiteit van de onderneming, waarbij de verplaatsingen van de vertegenwoordigers van de Waalse onderneming worden bewezen;
- een raming van de kosten van de geplande verplaatsingen;
- een document van de Waalse aanvrager, met een omschrijving en een bewijs van de activiteit waarvoor de tegemoetkoming wordt aangevraagd alsmede een budgettaire schatting.

§ 4. Voor tegemoetkomingen m.b.t. het starten van het I.E.P.-project worden tevens volgende documenten vereist :

- een afschrift van de door de partners gesloten samenwerkingsovereenkomst;
- in voorkomend geval, een afschrift van het attest van geldvrijmaking in het maatschappelijk kapitaal van de gezamenlijke vennootschap;
- een document met de omschrijving van de activiteit waarvoor de tegemoetkoming wordt aangevraagd, met een budgettaire schatting en een bewijs van het belang van deze activiteit.

§ 5. Voor de in artikel 5 van dit besluit bedoelde tegemoetkomingen (leningen toegekend aan plaatselijke ondernemingen) worden tevens volgende documenten vereist :

- een document met de aard en het bedrag van de inbrengen van de partners alsmede in voorkomend geval, de akte m.b.t. het sluiten van een joint-venture;
- een uitvoerige omschrijving van het project en de kosten van de geplande investeringen, het financieringschema en de gegevens voor de schatting van de verwachte resultaten;
- een document met de leningsvoorwaarden (bedrag, duur, bezoldigingsvoorwaarden, waarborgen, rente);
- met redenen omklede adviezen van de plaatselijke bank en/of van de door het Waalse Gewest geïdentificeerde plaatselijke tussenpersonen;
- in voorkomend geval, een afschrift van het attest van geldvrijmaking van het maatschappelijk kapitaal van de joint-venture of het « samenwerkingsverband ».

Toegelaten activiteiten en kosten

Art. 6. § 1. Voor de in artikelen 1, 1^o, en 3, van het besluit bedoelde tegemoetkomingen :

1^o toegelaten activiteiten :

- voorbereiding en uitwerking van het project;
- diagnose-, haalbaarheidsstudie en marktonderzoek;
- uitvoering van prototypes, proefinstallaties;
- bijstand voor het opstarten, het beheer, het onderhoud, de marketing en de uitvoer;
- personeelsopleiding;

2^o toegelaten kosten :

- reiskosten : prijs van het retour-vliegtuigticket in economic class;
- verblijfkosten, in de vorm van een forfaitaire vergoeding zoals bepaald in de gewijzigde lijst gevoegd bij het ministerieel besluit van 15 juli 1993 betreffende het bijzondere steunprogramma voor de buitenlandse handel. De berekening van de vergoedingen voor verblijf in de niet op voornoemde lijst vermelde landen behoort tot de bevoegdheid van het evaluatiecomité;
- prestaties in het buitenland van het personeel van de Waalse onderneming, met een maximum van 10 000 BF/dag;
- honoraria van door de Waalse onderneming tewerkgestelde deskundigen, met een maximum van 20 000 BF/dag;
- verblijfkosten van het in het Waalse Gewest op bezoek zijnde personeel van de plaatselijke partner, met een maximum van 5 000 BF/dag;
- de werkingskosten m.b.t. het dossier (tolk-, vertaalwerk, opmaken en kopiëren van documenten...) in de vorm van een vast bedrag van 20 000 BF per dossier;
- de vergoeding voor de onder punt 1^o, 2^e streepje, bedoelde activiteit die niet bepaald is bij voornoemd besluit van 15 juli 1993, wordt door het evaluatiecomité vastgesteld.

§ 2. Voor de in artikel 1, 2^o, van het besluit bedoelde tegemoetkomingen worden de gebruiksvoorwaarden en -modaliteiten in de artikelen 4 en 5 van het besluit vastgesteld.

Betalingen

Art. 7. § 1. Voor de in artikelen 1, 1^o, en 3, van het besluit bedoelde tegemoetkomingen worden de betalingen na kennisgeving van de gunstige beslissing van de Minister aan de Waalse aanvrager, verricht als volgt :

- 25 % van het toegekende bedrag, na ontvangst van een aangifte van schuldvordering van de Waalse gerechtigde;

- het saldo op grond van de door de Waalse gerechtigde te verstrekken bewijsstukken.
- § 2. De bewijsstukken van de in artikel 6, § 1, 2°, van dit besluit bedoelde toegelaten kosten bestaan in betaalde facturen of voor eensluidend verklaarde afschriften met de vermelding « alle voorzorgsmaatregelen worden genomen om een dubbele betaling te voorkomen ».
- § 3. Voor de in de artikelen 1, 2°, en 4, bedoelde tegemoetkomingen worden de betalingen na kennisgeving van de gunstige beslissing van de Minister aan de plaatselijke aanvrager verricht op grond van de door de plaatselijke gerechtigde verstrekte bewijsstukken, met name :
- afschrift van de inschrijvings- en vrijmakingsbiljetten voor de financiering van het verwerven van een participatie door de partners.
- § 4. Het Agentschap behoudt zich het recht voor om ieder ander nuttig geacht stuk aan te vragen.
- Art. 8. Iedere beslissing die op grond van een krachtens het besluit ingediende aanvraag door de Minister wordt genomen, moet met redenen worden omkleed en door de aanvrager aan het Agentschap worden betekend.
- Art. 9. De krachtens dit besluit toegekende tegemoetkomingen voor reizen mogen niet door de Waalse ondernemingen gecumuleerd worden met de voor hetzelfde doel door het Agentschap toegekende stimulerende middelen.
- Art. 10. De Minister bepaalt de lijst van de in artikel 1, 2°, van het besluit bedoelde internationale instellingen en buitenlandse instellingen of vennootschappen.
- Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.
- Namen, 16 juni 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

Bijlage bij het ministerieel besluit van 16 juni 1994
genomen ter uitvoering van het besluit van de Waalse Regering
betreffende het internationale economische partnerschap

Forfaitaire vergoedingen voor verblijfkosten (*)

1. Landen waarvoor 4 500 F in aanmerking worden genomen

Bolivia	Tunesië	Bosnië-Herzegovina
Colombia		Kroatië
		Macedonië
		Servië-Montenegro
		Slovenië

2. Landen waarvoor 5 000 F in aanmerking worden genomen

Kaapverdië (Eilanden)	Guinee-Bissau	Guinee (Conakry)
-----------------------	---------------	------------------

3. Landen waarvoor 6 000 F in aanmerking worden genomen

Afghanistan	Maagden Eilanden	St-Helena
Zuid-Afrika	Jamaica	St Kitts & Nevis
Albanië	Lesotho	St Leone
Barbados	Liberia	St Lucia
Chili	Madagaskar	Sierra Leone
Costa Rica	Mauritius (Eilanden)	Somalië
Ivoorkust	Nicaragua	Suriname
Ghana	Oeganda	Swaziland
Grenada	Panama	Trinidad en Tobago
Guyana	Paraguay	Uruguay
Haïti	Polen	Venezuela
Hongarije	Dominicaanse Republiek	Vietnam

4. Landen waarvoor 7 000 F in aanmerking worden genomen

Boeroendi	Letland	Rwanda
Estland	Litouwen	Senegal
Gambia	Mali	
Kenia	Mauritanië	

5. Landen waarvoor 7 500 F in aanmerking worden genomen

Antigua en Barbuda	China
Argentinië	Kongo
Oostenrijk	Cuba
Belize	Dominica
Bhutan	El Salvador
Botswana	Ecuador
Brazilië	Fiji
Bulgarije	Guadeloupe
Burkina-Faso	Guatemala

(*) Bedrag per overnachting en per persoon voor : hotelkosten, persoonlijke maaltijden, fooien, wasserijen, enz., plaatselijke en internationale telecommunicaties, verplaatsingskosten in de agglomeratie waar men verblijft en de receptiekosten.

Honduras
Iran
Maleisië
Malediven
Marokko
Martinique
Mozambique
Nauru
Nepal
Niger
Nieuw-Caledonië
Nieuw-Zeeland
Papua Nieuw-Guinea
Peru
Filippijnen
Polynesië (Tahiti)

Centraalafrikaanse Republiek
Réunion
Roemenië
Samoa
Singapore
Sri Lanka
Syrië
Tanzania
Tsjaad
Tsjechische Republiek
Slovaakse Republiek
Togo
Tonga
Turkije
Zimbabwe

6. Landen waarvoor 8 500 F in aanmerking worden genomen

Kiribati
Marshalleilanden
Micronesië (deelstaten)
St Vincent en de Grenadines

Solomoneilanden
Tuvahu
Vanuatu

7. Landen waarvoor 9 000 F in aanmerking worden genomen

Saoedi-Arabië
Bahamas
Bahrein
Benin
Brunei
Canada
GOS (ex-Sovjet-Unie) (1)
Verenigde Arabische Emiraten
Verenigde Staten
Guam (Eiland)
Hong Kong
India
Irak
IJsland
Kampuchea

Koeweit
Libanon
Libië
Malta
Mongolië
Noorwegen
Orman
Pakistan
Puerto Rico
Qatar
Zwitserland
Thailand
Jemen
Zaire

8. Landen waarvoor 10 000 F in aanmerking worden genomen

Algerije
Bangladesh
Birma
Komoren
Noord-Korea
Zuid-Korea
Egypte
Gibraltar

Israël
Laos
Nigeria
Seychellen
Soedan

9. Landen waarvoor 12 000 F in aanmerking worden genomen

Angola
Australië
Kameroen
Cyprus
Djibouti
Eritrea
Ethiopië
Finland
Gabon
Indonesië

Japan
Jordanië
Malawi
Mexico
Namibië
Sao Tome-Principe
Taiwan
Zambia
Zweden

(1) Met name : Rusland, Wit-Rusland, Moldavië, Georgië, Armenië, Oekraïne, Azerbajdzjan, Kazakstan, Tadzjikistan, Toerkmenistan, Oezbekistan, Kirgizistan

Gezien om te worden gevoegd bij het ~~aanvullende~~ besluit van 16 juni 1994 genomen ter uitvoering van het besluit van de Waalse Regering betreffende het internationale economische partnerschap.

Namen, 16 juni 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON